



Montreuil, le vendredi 27 février 2026

Déclaration fédérale

Violence sociale et politique : le gouvernement est responsable !

Les déchainements de violences ayant entraînés la mort du militant néo-fasciste Quentin Deranque ne sont pas admissibles et restent condamnables. En démocratie, on ne frappe pas un homme à terre. On ne tue pas un adversaire quand bien même l'extrême-droite aurait, semble-t-il, organisé un guet-apens. La CGT s'oppose à la violence. Toutefois l'instrumentalisation qui a suivi la mort du militant néo-fasciste Quentin Deranque, au mépris de l'enquête et des faits sur les circonstances de la rixe entre fascistes et antifas à Lyon, est extrêmement inquiétante.

L'incroyable excès du Gouvernement et des médias et la complicité, active ou silencieuse, de nombreux dirigeants politiques ne pourront pas faire disparaître leur responsabilité écrasante dans la montée de l'extrême-droite et la violence sociale et politique subie par la population depuis la répression des manifestations contre la loi Travail de F. Hollande, les gilets jaunes éborgnés et amputés par E. Macron et, maintenant, l'organisation d'une manifestation dirigée par des néo-nazis au cœur de Lyon.

Toutes les tentatives de dissimulation des faits représentent un grand danger : depuis 40 ans, l'extrême-droite est responsable de 90% des crimes politiques. Les dirigeants politiques qui se sont succédés au pouvoir sont responsables de l'explosion de la pauvreté et de la misère qui frappent le pays. Ils ne sont pas un rempart à l'extrême-droite, mais favorisent sa progression pour protéger les intérêts des patrons et des puissants. Ils la présentent désormais comme une victime de la violence politique en ciblant particulièrement, et frauduleusement, Jean-Luc Mélenchon et les insoumis.

Après avoir rendu hommage et observé une minute de silence pour le militant néo-fasciste Q. Deranque à l'Assemblée Nationale, la Ministre Aurore Bergé propose désormais un accord de désistement au Rassemblement National pour faire barrage à LFI. Depuis, les violences se multiplient à l'encontre des élus, de leurs permanences et de simples citoyens engagés.

Qui peut croire que ces violences s'arrêteront là ? Des locaux de la CGT sont déjà dégradés et la cible d'alertes à la bombe. Des militants syndicaux ont été pris à partie. Les menaces se multiplient.

Dans cette inversion des valeurs particulièrement dangereuse qui s'opère, la CGT ne peut rester silencieuse. Cette stratégie de l'extrême droite visant à semer le trouble pour décrédibiliser les fondements républicains n'est pas nouvelle : les nazis se disaient socialistes, le RN se présente comme l'allié des travailleurs (mais vote toujours contre leurs intérêts), Trump voudrait le prix Nobel de la paix, et à la fin.... ce serait à LFI de se justifier.

Quels que soient nos accords ou désaccords avec le mouvement des Insoumis, et dans le respect des engagements divers de nos adhérents, la Fédération CGT des sociétés d'études rappelle et fait sienne la déclaration du pasteur allemand Martin Niemöller (1892–1984) :

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes,
je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Fédération des Sociétés d'Etudes

Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates,
je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate.
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,
je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste.
Quand ils sont venus me chercher,
il ne restait plus personne pour protester. »

Aujourd'hui, ce sont les Insoumis. Demain, à qui le tour ? La CGT et l'ensemble des citoyens et organisations qui entendent défendre la démocratie, les libertés et les conquêtes sociales seront dans l'œil du cyclone. Ils le sont déjà.

La CGT a toujours combattu le fascisme. Elle sera encore au rendez-vous pour défendre les libertés, la paix civile et les revendications, exiger des augmentations de salaire, refuser les licenciements, défendre la Sécurité Sociale et nos services publics.

Siamo tutti antifascisti !